



1. La résurrection d'Haïti doit partir de cette population négligée
2. « Le cri d'un cœur fatigué » des inégalités et de la pauvreté
3. Un mot du président
4. « Juste avant la nuit fatidique »
5. Une date à réserver
6. Des nouvelles de l'ÉFPMG

«La résurrection d'Haïti doit partir de cette population négligée»



Aussitôt installé à Montréal, Witchner Orméus s'est engagé à l'AQANU.

(Photo gracieuseté)

Inévitablement en traçant ce portrait de Witchner Orméus, membre de l'AQANU-Montréal, on aborde la situation en Haïti au lendemain de cet « événement malheureux » de l'assassinat du président Jovenel Moïse. Malgré le sombre portrait qu'il trace de certaines facettes de son pays d'origine, Witchner garde espoir en l'avenir.

Il parle d'abord de ce qui ne va pas...

« Plus rien ne marche en Haïti, tant au plan structurel, qu'institutionnel et fonctionnel. Comme si on était actuellement en train de payer notre hardiesse

de 1804 (l'année de la déclaration d'indépendance) alors qu'on s'était dit que plus jamais d'esclavage, plus jamais être la chose des autres. »

Il dit encore que l'ère des Duvalier (père et fils) s'est poursuivie. « Ils n'étaient plus là, mais ceux qui leur ont succédé ont perpétué les valeurs néo-duvaliéristes, créant et alimentant un système d'apartheid. »

Comme legs, soutient Witchner, les Duvalier ont laissé au pays un « cigare allumé aux deux bouts », expression qu'aurait utilisée ironiquement le général-président haïtien Magloire au moment de sa chute. « Actuellement, les deux bouts du cigare sont en train de se rejoindre! »

Les gens d'«en dehors»

Parlant de l'état de « pourriture » du système, celui qui, il y a peu de temps encore, assumait de hautes fonctions au ministère haïtien de la Jeunesse et des Sports nourrit l'espoir. Se décrivant tout à la fois pragmatique et optimiste de nature, il retient que c'est du « fumier » que peuvent émerger fleurs et fruits.

Pour faire sortir la nation haïtienne de son marasme, croit-il, un véritable débat national s'impose.

« Il faut en arriver à faire consensus sur des solutions. C'est par consensus que doit s'installer un gouvernement. Anormal que ce soit le contraire, que cela se passe comme au temps des Romains! Il serait intéressant que les acteurs nationaux discutent, fasse leur mea culpa. La société civile se bat pour tenter de trouver des solutions afin de redresser la barre d'un bateau en train de couler. »

S'il garde espoir, c'est aussi parce qu'il affirme toujours possible d'agir au plan local. Car Haïti ne se résume pas à un « État criminel » ou encore aux problèmes de corruption, de banditisme, de violence.

L'AQANU et la « vraie Haïti »

Il parle des « gens d'en dehors » de tout cela. « La vraie Haïti, c'est la campagne, là où se trouve l'âme haïtienne. La résurrection d'Haïti doit partir de cette population négligée. »

C'est elle que soutiennent des organisations comme l'AQANU, ayant adhéré à cette dernière il y a quatre ans.

Il venait tout juste de quitter Port-au-Prince où il est né en 1973 lorsqu'il s'est engagé à l'AQANU-Montréal d'abord invité à participer à son annuel quillethon. « J'ai aimé ce que l'AQANU fait. On le voit, on le sent.

L'AQANU ne fait pas « pour », mais accompagne des associations locales. C'est cela de la vraie coopération. »

Depuis, il participe à l'organisation du quillethon visant à financer des

cantines scolaires en Haïti.

À ceux et celles qui craignent de soutenir inutilement des projets en Haïti, il répond qu'une organisation comme l'AQANU est « essentielle pour permettre à des gens vulnérables de prendre leur place et de devenir des citoyens à part entière ».

Witchner Orméus vit à Montréal depuis juillet 2017, sa conjointe Marie Nikette Lorméus l'ayant précédé quelques mois plus tôt, pour explorer les lieux afin de bien installer son mari et leur fils à la fin de l'année scolaire de ce dernier.



En Haïti, Witchner occupait de hautes fonctions au ministère de la Jeunesse et des Loisirs. (Photo gracieuseté)

Quitter son pays

« Laisser son pays, c'est comme devoir renaître. C'est un grand sacrifice aux plans relationnel et professionnel. »

Au plan professionnel, il a quitté un emploi de haut fonctionnaire.

S'inscrivant immédiatement à la maîtrise en administration sociale à l'Université de Montréal lui a permis de mieux vivre la « transition », de « voir ce qui se fait ailleurs », de mieux aborder le marché de l'emploi, lui qui dit aimer apprendre, voyager, s'ouvrir, organiser.

Cette maîtrise s'est ajoutée à de longues années d'études : baccalauréat en linguistique appliquée, formation d'agent de développement, diplôme en sciences et techniques de l'animation, première maîtrise en économie pour le développement.

Au retour de ses études au Cameroun (alors qu'il avait été le lauréat d'une bourse d'études), il a travaillé pendant près de 20 ans au ministère haïtien de la Jeunesse et des Loisirs, occupant diverses fonctions jusqu'à devenir directeur national.

Parallèlement à son travail, il a pu, avec des amis, mettre en place le Centre d'appui à la jeunesse dont il a été le secrétaire général jusqu'en 2014. « J'ai toujours été quelqu'un dans l'engagement social, faisant partie, même tout jeune, de clubs littéraires et d'associations. »

Le projet de quitter Haïti est d'abord venu de son épouse, avec qui il est marié depuis 2004.

« Elle a pris cette décision en 2008. À l'époque, je rêvais encore de pouvoir apporter ma contribution à la jeunesse. Mais, au fil du temps, j'ai accumulé les frustrations. J'ai compris que c'était une chose d'être en poste et que la possibilité d'y développer son potentiel en était une autre. J'avais le projet de créer un centre d'insertion des jeunes, mais ça n'a pas fonctionné. Quant à la politique publique de la jeunesse, elle a été finalisée tout juste avant le séisme de 2010. Après, on m'a envoyé au placard; ça a commencé à me décourager. »

Pas assez toutefois pour entreprendre son diplôme post-gradué offert par le Réseau latino-américain de sciences sociales, formation qu'il a terminée en 2016, un an avant d'émigrer au Canada.

Jusqu'à tout récemment, il occupait le poste de coordonnateur de l'Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis, une organisation qu'a fondée en 1981 et que dirige toujours une Haïtienne d'origine.

En mars dernier, il publiait l'ouvrage « Un modèle pour Haïti », y proposant une solution alternative visant à favoriser l'autosuffisance alimentaire (voir autre texte).

Hélène Ruel

« Le cri d'un cœur fatigué » des inégalités et de la pauvreté

Ce n'est pas le simple plaisir d'écrire qui a incité Witchner Orméus à lancer cet ouvrage intitulé « Un modèle pour Haïti » où il présente la proposition d'une « économie alternative pour la sauvegarde des populations vulnérables des pays du Sud ».

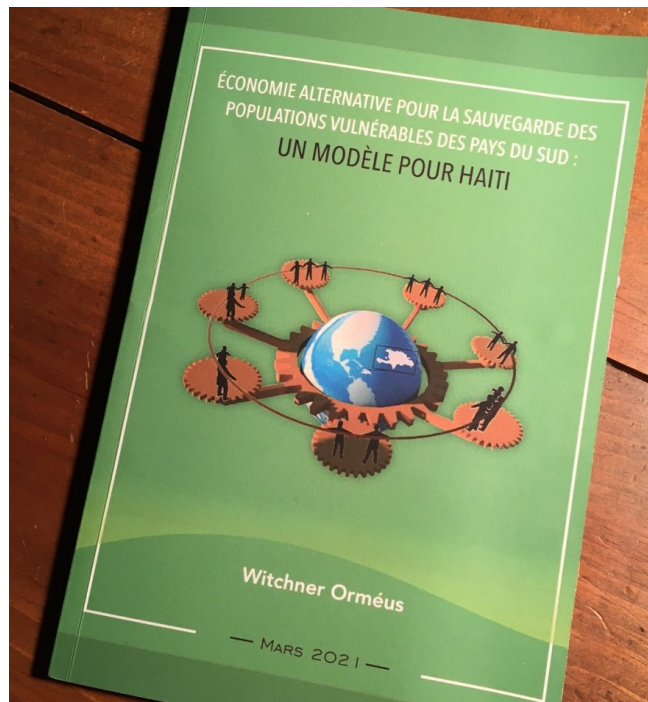
« Haïti m'habite toujours. Je continue à réfléchir sur les problématiques haïtiennes. Il y a une expression en créole qui signifie que celui qui détient la clé de ton ventre est celui qui décide. »

Ce livre, il le présente comme sa contribution au soutien des producteurs agricoles haïtiens.

Concrètement, il propose que, par exemple, dans une région, des producteurs forment une coopérative et conviennent de faire de la monoculture rotative sur leur lopin de terre. Par exemple, une année, le producteur X sème du manioc alors que ses voisins sèment, respectivement, de la patate douce et du haricot. L'année suivante, ils interchangent leurs cultures.

Ce zonage de production et la réorganisation des systèmes comporteraient plusieurs avantages alors que, entre autres, la culture se fait actuellement sans respect de la vocation des terres et des filières.

« Les agriculteurs haïtiens adoptent la polyculture sur des parcelles de terre de plus en plus menues, pour pouvoir subvenir directement aux besoins d'alimentation de leurs familles. Cette pratique est adoptée pour s'assurer de la disponibilité pour ces dernières d'une diversité de productions agricoles incluses dans leur diète quotidienne. Toutefois, ceci ne fait que réduire la productivité de ces petites exploitations agricoles. D'autant plus que la vocation agricole des terres ne peut être respectée, ce qui les expose davantage à l'épuisement de leurs ressources. Pour y remédier, il s'agit d'amener les nouveaux entrepreneurs agricoles à respecter la vocation agricole de leurs terres, tout en développant des stratégies efficaces d'échange des autres types de productions agricoles issus d'autres régions du pays. » (page 26)



Par cet ouvrage, Witchner formule un vœu... pour Haïti ou pour d'autres populations vulnérables dans le monde

C'est la pandémie de coronavirus qui a incité Witchner à présenter son modèle. Même au Canada, dit-il, la pandémie a aggravé le sort des populations vulnérables et a montré l'importance de la production locale. En Haïti, l'économie est tout à fait déséquilibrée, les denrées alimentaires constituant la majeure partie des importations. Même la généreuse diaspora ne parvient plus à faire parvenir ses colis en Haïti, se désole Witchner. Il en appelle à la « solidarité haïtienne » pour mettre en place ces initiatives d'économie sociale et solidaire, à petite ou à plus grande échelle. Certes, ce mode alternatif de production agricole se fera à plusieurs conditions comme l'introduction de nouvelles techniques de production, de transport et d'entreposage. Il faut aussi une « volonté politique ». Witchner sait par ailleurs que pour certains Haïtiens, sa proposition pourrait être perçue comme une rébarbative « approche communiste ». Et en Haïti, le mot « coopérative » évoque une « grande escroquerie », celle des COOPEC, rappelle-t-il. (page 64)

Voilà pourquoi, une campagne d'information devrait être menée. Cet ouvrage s'apparente à un « vœu », un rêve qu'il entretient pour Haïti ou pour d'autres populations dans le monde, précise-t-il. Il est aussi « le cri d'un cœur fatigué de vivre toute cette inégalité à la base de toute cette pauvreté dans le monde. », conclut-il. (page 73)

Hélène Ruel

Un mot du président



Le président de l'AQANU, Dr Emilio Bazile. (Photo Hélène Ruel)

Le président de l'AQANU, Dr Emilio Bazile, n'a pu rester silencieux au lendemain de l'assassinat du président haïtien, survenu le 7 juillet dernier. Il a diffusé le message suivant.

« L'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) a pris connaissance des communiqués du gouvernement haïtien relatifs à la détérioration de la situation d'insécurité en Haïti. On y traite des déplacements de la population de certaines zones vers un centre sportif en raison de la guerre des gangs. Plus notablement, la population est sous le choc depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse dans sa résidence privée et des blessures subies par son épouse lors de ce même attentat. L'AQANU est consternée par ces événements et tient à exprimer sa sollicitude et son appui à ses partenaires en Haïti, au peuple haïtien ainsi qu'aux membres de la diaspora. »

AQANU-Outaouais... et COVID-19

Avec la contribution financière de l'AQANU-Outaouais, les Petites sœurs de Sainte-Thérèse (PSST) d'Haïti ont poursuivi leur campagne de sensibilisation et acquis du matériel pour prévenir la propagation de la COVID-19 dans deux de leurs établissements scolaires.



Des étudiantes de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher. (Photo PSST)

Sœur Marie Mamoune Maurice a produit un rapport narratif et financier de la deuxième phase de cette campagne amorcée en septembre 2020 et ayant pris fin en juillet 2021.

Au cours de cette deuxième phase, les PSSST ont acheté 310 masques (pour les étudiants de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher et les religieuses de la maison-mère) ainsi que du chlorox, du savon, du Sanitizer, des oxymètres et un thermomètre, le tout pour la somme de 1432 \$.

Au total, 3288 élèves (1534 garçons et 1754 filles), 157 membres du personnel ainsi que les parents et les Petites sœurs ont bénéficié de ce projet. Deux écoles tenues par les PSSST et cinq directions principales étaient concernées par des « mesures barrières » : l'école Sainte-Thérèse de Cazeau et l'École de formation professionnelle Mark Gallagher ainsi que les directions de Notre-Dame-de-Nativité de Savanette, Saint-Michel de Boucan Carré, Notre-Dame de Vie nouvelle, Sainte-Thérèse de Vialet et Sainte-Thérèse de Pemelle.



Selon le rapport de sœur Marie Mamoune, aucun cas de COVID-19 n'a été trouvé dans les sept écoles.

Reste que la deuxième période du projet a été paralysée en raison des troubles politiques. Les sessions de formation dans cinq des sept écoles n'ont pu avoir lieu.

La congrégation elle-même a été affligée par le décès de trois religieuses de la maison-mère emportées par le coronavirus.

Sœur Marie Mamoune Maurice conclut son rapport par ces mots de remerciements.

« Le secteur éducatif de la congrégation des PSST remercie tous les membres et les partenaires d'AQANU-Outaouais pour le financement de ce projet qui a des retombées positives sur la santé des élèves et des enseignants des écoles bénéficiaires. En revanche, le risque d'être victime de la pandémie demeure à l'échelle mondiale. Nous espérons poursuivre cette activité pour la nouvelle année scolaire 2021-2022 dans la mesure où nous trouverons du financement. Mais le secteur, dans le but de protéger tous ses membres, encourage toutes les écoles à respecter les mesures d'hygiène préliminaires et à se faire vacciner dans la mesure où les vaccins seront à leur disposition. »

Hélène Ruel

« Juste avant la nuit fatidique »

Au 1^{er} juin, avec, entre autres, la contribution de l'AQANU-Montréal ainsi que la participation du Programme alimentaire mondial (PAM), UPA-DI a offert 28 407 repas aux écoliers haïtiens de quatre écoles au cours de la dernière année scolaire.



Les cantines scolaires alimentent les enfants tout en offrant de l'emploi aux cuisines pour les femmes et un marché pour les productions agricoles locales. (Photo UPA-DI)

C'est ce qu'a fait savoir André D. Beaudoin, conseiller stratégique d'UPA-DI (Union des producteurs agricoles – Développement international) aux partenaires soutenant les trois cuisines collectives qui fournissent quatre cantines scolaires; environ une trentaine de femmes y œuvrent.

Dans sa lettre datant du 15 juillet, il écrit qu'il est difficile d'imaginer pire que ce que vivent les 11 millions d'Haïtiens depuis l'assassinat du président de leur pays. « Les conséquences sont imprévisibles, le moins que l'on puisse dire est que sa mort ne risque pas d'offrir une embellie de sitôt. »

Il souligne qu'UPA-DI avait poursuivi la coconstruction de nouvelles cuisines collectives à Labrousse et à Rivière-Froide et que du côté de Baptiste et de Torbeck, le recrutement des animatrices et des formatrices a été complété de sorte qu'en septembre 2021, d'autres cantines scolaires pourront offrir des repas aux enfants.

M. Beaudoin traite également du plan d'affaires visant à relancer un centre de transformation à Labrousse, de rapprocher le marché public de ce centre afin de dynamiser la cuisine collective de Femmes étincelles. On y prévoit la production artisanale de biscuits énergétiques et on vise l'amélioration de l'offre alimentaire.

Enfin, avec le programme d'envoi de volontaires, UPA-DI cherche à mettre en place une assistance aux femmes vulnérables enceintes ou malades en leur offrant un kit alimentaire. Dans le contexte de la COVID-19, le programme permet de mettre à contribution des nationaux et des coopérants volontaires canadiens pour les appuyer à distance.

Il conclut sa lettre en écrivant que « comme vous le savez, les Haïtiens sont confinés... sur leur île à la recherche de la perle des Antilles, capable de leur offrir des jours meilleurs. »

Hélène Ruel

Une date à réserver

Quant à parler des cantines scolaires, l'AQANU-Montréal invite à réserver la date du 2 octobre 2021 alors qu'elle organisera son annuel quillethon.

L'activité avait dû être annulée l'an dernier en raison de la pandémie.

La direction du salon de quilles alimente l'espoir que l'activité pourra se tenir comme à l'habitude, puisque, actuellement, elle ne peut accueillir que 25 personnes à la fois.

Hélène Ruel

Des nouvelles de l'ÉFPMG



L'École de formation professionnelle Mark Gallagher à Rivière-Froide.

(Photo AQANU)

Membre des Friends of Mark Gallagher du Nouveau-Brunswick, Richard Blaquièrre a accordé une entrevue radiophonique où il parle de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher de Rivière-Froide en Haïti. Cette école, gérée par les Petites sœurs de Sainte-Thérèse, a été construite grâce à des fonds publics canadiens et à la contribution de partenaires comme les amis du regretté Mark Gallagher et l'AQANU. La réalisation et la pérennité de cette rare école de formation professionnelle constituent un projet marquant pour l'AQANU.

https://www.iheartradio.ca/purecountry/woodstock/audio/richard-blaquiere-on-the-mark-gallagher-memorial-vocational-school-in-haiti-and-anew-tuition-bursary-1.15538204?mode=Article&fbclid=IwAR3GZzA1opCoUyEMOL69PUeursUgMBZNN-jUZXnUN_9Im5s5JJzlUZxBPAI

Consulter le site ci-dessous :

<https://www.aqoci.qc.ca/?aqoci-charge-e-des-medias-sociaux-et-appui-a-la-mobilisation>

Site WEB: www.aqanu.org Facebook: <https://www.facebook.com/aqanupourhaiti>